

Cheminots, fonctionnaires, hospitaliers, agriculteurs, jeunes...

MACRON S'EN PREND À TOUS... pour donner des milliards aux patrons

SNCF : les arguments mensongers du gouvernement

► Un « service qui marche de moins en moins bien »... À qui la faute ?

Édouard Philippe : « *La situation est alarmante, pour ne pas dire intenable. Les Français payent de plus en plus cher pour un service qui marche de moins en moins bien.* » Et de feindre de s'apitoyer sur le sort de ces travailleurs qui, à la suite de « *trains supprimés au dernier moment* », subissent « *le stress d'arriver en retard au travail le matin, l'angoisse de ne pas être à l'heure pour la sortie de la crèche* ».

Les font mine de tout découvrir maintenant, comme s'ils étaient des nouveau-nés, alors que les gouvernements successifs, qu'ils ont soutenus, n'ont cessé d'affaiblir le service public ferroviaire depuis des années ! Il vient d'où, le Premier ministre ? C'est un transfuge du parti Les Républicains (avatar de l'UMP, auparavant RPR). Et Macron ? Il a été ministre sous Hollande.

Qui a fait passer le nombre de cheminots de 252 000 en 1982 à 175 000 en 1997, 158 400 en 2008, 146 600 en 2016 (chiffres officiels de la SNCF) ? Pas étonnant que le réseau et le matériel soient insuffisamment entretenus !

Qui a cassé en deux la SNCF en 1997, pour créer RFF (gestionnaire des lignes) en l'accablant d'une dette gigantesque empêchant tout entretien sérieux du réseau classique ?

► La faute au statut des cheminots ?

Édouard Philippe : « *Faire rouler un train en France coûte 30 % plus cher qu'ailleurs. Ce surcoût est lié à l'organisation même de la SNCF, à ses méthodes, à son statut. Le statut à la SNCF est (...) particulièrement rigide. Or le monde change, la SNCF doit changer aussi.* »

Les cheminots, avec leur statut, coûteraient trop cher, ce serait des privilégiés... Macron lui-même ne s'est pas non plus privé de le dire, avec sa condescendance et son mépris habituels. « *Il faut arrêter de mettre tous les maux de la SNCF sur le statut, s'insurge*

Fabien Villedieu, délégué SUD-Rail, au journal *Le Parisien*, qui rappelle qu'un cheminot « *est parfois obligé de découcher, ne peut pas prendre ses vacances quand il veut, travaille en horaires décalés, les week-ends comme les jours fériés, par tous les temps, notamment par -5°C en ce moment* ».

Mais surtout, on ne voit pas en quoi la suppression du statut des cheminots permettrait aux trains d'être plus ponctuels ou aux rails et aux caténaires d'être mieux entretenus ! Le fin mot de l'affaire est ailleurs. Il faut, avec l'ouverture à la concurrence de tout le secteur, établir les conditions pour que les actionnaires des concessionnaires privés puissent faire du profit.

Tout est bon : casser les conquêtes des cheminots... et augmenter largement le prix des billets de train pour toute la population.

L'éditorial du journal financier *Les Échos* (27 février), qu'on ne peut pourtant pas suspecter de défendre les cheminots, concède qu'avec la fin du statut et l'ouverture à la concurrence, il faudra « *faire admettre aux Français que les prix des billets devront augmenter, car on ne pourra pas éternellement demander aux contribuables de régler plus de la moitié de la facture ferroviaire* » !

► La « dette » ? D'où vient-elle ?

Édouard Philippe : « *La dégradation du service public est allée de pair avec un endettement vertigineux de la SNCF. Aujourd'hui, cette dette menace d'engloutir tout le système. En vingt ans, elle est passée de 20 milliards à 50 milliards d'euros.* »

Cette dette n'est pas celle des cheminots ! Cette « dette » a servi à financer la construction du réseau à grande vitesse décidée par l'État. Ou alors, autant parler d'une « dette » des enseignants pour la construction et l'entretien des écoles, collèges et lycées, ou même d'une dette des hôpitaux. Et d'ailleurs, la « dette » des hôpitaux, le gouvernement Macron (à la suite de ses prédécesseurs) est en train de la créer de toutes pièces (en diminuant les tarifs versés par la Sécurité sociale et en imposant une enveloppe financière fermée) pour les contraindre à fermer des lits ! Pour noyer son chien, on l'accuse de la rage ; pour détruire des ser-

vices publics ou la protection sociale, on les met artificiellement en « déficit ». Cette politique mène tout droit au chaos .

Et pendant ce temps-là, le gouvernement Macron-Philippe supprime l'impôt sur la fortune, diminue l'impôt sur les bénéfices, plafonne les taxes sur les plus-values financières, augmente les exonérations de cotisations sociales au bénéfice des patrons (par le CICE notamment). *Chaque année*, le gouvernement s'endette ainsi de *dizaines de milliards d'euros* pour alimenter les profits du capital. Mais ce plan massif et permanent de soutien aux patrons, comme par miracle, ce n'est pas une dette !

► Sauvées, les « petites lignes » ?

Édouard Philippe : « *Ce n'est pas une réforme des petites lignes. Je ne suivrai pas le rapport Spinetta sur ce point. Je ne crois pas qu'on puisse décider de la fermeture de 9 000 kilomètres de lignes depuis Paris sur des critères administratifs et comptables.* »

Sauvées, les « petites » lignes ? Le gouvernement ruse. En fait, il veut « *laisser aux régions le dossier des petites lignes* », lâche le journal *Les Échos*, et leur faire endosser, sans le dire, leur fermeture. Les « petites lignes » pourront, dès 2019, être ouvertes à la concurrence par les régions, qui en ont la responsabilité. Peut-on croire un instant qu'une société privée va s'embarrasser longtemps de lignes non « rentables » ou que les régions, qui ont passé des accords de rigueur avec le gouvernement (sous la menace que celui-ci leur impose des amendes), pourront longtemps les subventionner ?

► L'« inverse d'une privatisation » ?

Édouard Philippe : « *Ce n'est pas une réforme qui préparerait la privatisation de la SNCF (...). Examiner calmement la transformation de la SNCF en société nationale à capitaux publics comme le préconise le rapport Spinetta, ce n'est donc pas s'attaquer à un tabou, c'est même l'inverse d'une privatisation puisque l'État y détiendrait des titres incessibles.* »

Qu'est-ce que cet ovni, cette « société nationale à capitaux publics », ou plutôt « société anonyme à capitaux publics » ? Bref, la future SNCF fonctionnerait suivant « *le même principe* » que la BNP ou Carrefour... Les promesses que tout cela reste à capitaux publics ne manquent pas de sel, de la part d'un gouvernement qui s'est officiellement engagé à réaliser 10 milliards d'euros de privatisations, dont Aéroports de Paris ou la Française des jeux par exemple, et

qui a aussi promis à Bruxelles d'ouvrir au privé l'exploitation de tous les barrages hydroélectriques aujourd'hui exploités par EDF.

France Télécom (aujourd'hui Orange), GDF (aujourd'hui Engie) et demain La Poste : dans tous les cas, le passage en société anonyme a signifié, quelques années plus tard, la privatisation.

Mais le gouvernement Macron-Philippe aime les services publics, puisqu'il le dit ! Là encore, qui pourrait tomber dans le panneau ?

► Rien à voir avec la « réforme » prévue des retraites ?

Édouard Philippe : « *Cette réforme n'est pas non plus la réforme des retraites des cheminots. Une réflexion globale sur les retraites de tous les Français est menée par ailleurs par Jean-Paul Delevoye. Rien, dans le texte que nous présenterons au Parlement, ne concerne les retraites des cheminots.* »

Les jeunes nouveaux embauchés n'auraient plus droit au statut, ne seraient donc pas couverts par le régime particulier de retraite des cheminots, dans l'esprit du gouvernement. Et les autres ? Le Premier ministre prétend que « *les cheminots qui travaillent déjà à la SNCF ont passé un contrat moral. La réforme ne remettra pas en cause ce contrat moral.* »

Mais dans le même temps, il prépare, pour les prochains mois, une contre-réforme d'ensemble visant tous les régimes de retraite, qui effacerait notamment le régime particulier des cheminots, élément central de leur statut. Le gouvernement agit ainsi comme un pickpocket qui vous fait les poches, en vous priant de regarder ailleurs ! Qui pourrait tomber dans le panneau ? ■

L'odieuse diatribe de Macron

En visite au Salon de l'agriculture, le 24 février, Macron est interpellé par un cheminot sur le projet de « réforme » de la SNCF. Il lui a répondu : « *Je ne peux pas avoir d'un côté des agriculteurs qui n'ont pas de retraite et de l'autre avoir un statut cheminot et ne pas le changer.* » Comme si priver les cheminots de leur statut et de leur régime particulier de retraite augmenterait en quoi que ce soit les retraites misérables de la masse des paysans et de leurs épouses. Et c'est ce même Macron donneur de leçon qui, en plus, vient de faire la poche de tous les retraités (et parmi eux des agriculteurs), par l'augmentation de 25 % de la CSG ! ■

Lisez l'intégralité de cet article dans *Informations ouvrières* de cette semaine !

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant Je souhaite adhérer

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : E-mail :

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

